

## ***Alternative für Deutschland (AfD) :* un parti populiste de droite ?**

**Marcel Lewandowsky**

- L'*AfD*, « l'Alternative pour l'Allemagne », est un nouveau parti du paysage politique allemand. Près d'un an et demi après sa création, il est le réceptacle de divers courants conservateurs et libéraux. La construction de son programme fait régulièrement resurgir en son sein de nombreuses positions polémiques tenues par des groupes ou des personnalités constitutives de l'image du parti.
- Le positionnement de l'*AfD* est essentiellement critique à l'égard de l'euro et de l'Union européenne. Le parti plaide pour la dissolution de la zone euro, le retour aux monnaies nationales ou à de petites alliances monétaires, et la renationalisation des processus décisionnels au sein de l'UE. Sur les valeurs telles que le mariage ou la famille, l'*AfD* défend des positions conservatrices.
- La tendance populiste de l'*AfD* transparait aussi bien dans la vision qu'elle donne d'elle-même que dans son programme. Le parti s'affiche comme le détenteur de la « vérité », qu'il tente de défendre contre l'establishment politique et notamment contre les élites de Bruxelles. En campagne, les candidats de l'*AfD* se présentent comme les porte-paroles du « peuple » et de la « majorité silencieuse ».
- Du point de vue de la sociologie électorale, l'*AfD* fait fonction de parti contestataire de droite. Alors que l'*AfD* avait surtout conquis les voix d'anciens électeurs libéraux du *FDP* aux élections législatives en 2013, il a, à l'occasion des élections européennes, davantage attiré les électeurs déçus de la *CDU*. Les premières études qui lui sont consacrées révèlent que ses sympathisants, bien que se revendiquant du centre, défendent des positions très conservatrices sur les questions de société et d'intégration.

---

**Marcel Lewandowsky** est chercheur à l'Université Helmut-Schmidt / Université de la Bundeswehr à Hambourg

## Genèse et développement

L'*Alternative für Deutschland (AfD)* a été créée le 6 février 2013. C'est une émanation du mouvement de protestation conduit par des économistes conservateurs, qui s'opposaient principalement à la politique de sauvetage de l'euro défendue par la coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux. Il a eu pour précurseur la *Wahlalternative 2013* (L'alternative pour les élections de 2013), créée à l'automne 2012. A l'origine, les personnes agissant sous la bannière de la *Wahlalternative* n'envisageaient pas de fonder leur propre parti. Leur objectif était d'organiser, pour les élections législatives de 2013, un large soutien aux *Freie Wähler* (Les électeurs libres), un petit parti représenté au Parlement régional de Bavière et bien implanté au plan communal dans tout le Land. Bien que n'étant présents dans aucun autre parlement régional qu'en Bavière, les *Freie Wähler* disposaient néanmoins d'une certaine notoriété, pour fixer un cap d'opposition à l'euro.

L'*AfD* n'est pas le premier parti eurosceptique du paysage politique allemand. Déjà entre 1998 et 2007 était apparu *Pro Deutsche Mitte – Initiative Pro DM* (Pour le centre allemand, initiative pour le D-Mark), un petit parti qui n'avait toutefois remporté aucun succès électoral. Grâce à la notoriété de ses membres et à sa solide assise financière, l'*AfD* a su d'emblée susciter un niveau important d'attention dans l'opinion publique, en se constituant, outre ses positions eurosceptiques, l'image d'un programme conservateur sur les questions de société.

Les principales figures de l'*AfD* sont issues de la droite libérale. Parmi ses personnalités les plus éminentes et les plus influentes, on compte notamment le journaliste Alexander Gauland, Bernd Lucke, professeur de macroéconomie à l'Université de Hambourg, ainsi que Hans-Olaf Henkel, l'ancien président du *BDI* (Bundesverband der deutschen Industrie), la fédération patronale de l'industrie allemande. Lucke et Henkel sont, avec quelques autres, devenus députés européens en mai 2014.

Lors des élections législatives du 22 septembre 2013, l'*AfD* a manqué de peu son entrée au Bundestag. Elle a recueilli 4,7 % des suffrages de liste (deuxième voix), c'est-à-dire à peine 0,1% de moins que les libéraux du FDP. Les électeurs de l'*AfD* sont issus de tous les camps politiques, ce qui, abstraction

faite du programme revendiqué, témoigne de la fonction contestataire du parti. Cette image a été confortée à l'occasion des élections européennes de 2014. Sur son thème central, la critique des institutions de l'Union européenne, l'*AfD* a su mobiliser 7,1% des suffrages exprimés. En chiffres absolus, toutefois, avec près de deux millions de voix, l'*AfD* réunit pratiquement le même nombre d'électeurs qu'aux législatives de septembre 2013, mais profite de l'abstention traditionnellement plus forte lors des élections européennes.

## Orientation du programme de l'*AfD* pour les élections européennes de 2014

L'*AfD* concentre ses flèches sur l'Union européenne et la zone euro. C'est un parti euro-critique sui generis. Les priorités sur lesquels il a fait campagne ont été à peu près les mêmes lors des élections législatives et des élections européennes.

Mais il serait trop simpliste d'assimiler l'euroscepticisme de l'*AfD* à celui des partis populistes de droite en Europe, comme le Front National en France ou le Parti pour la liberté (PVV) aux Pays-Bas. D'après son programme de campagne, le parti s'engage « sans réserve pour une Union européenne au service des Lumières et de l'aspiration des peuples au respect des droits de l'homme et à la démocratie [...] ». Cet engagement fondamental en faveur de l'Europe ne correspond pas à l'attitude des partis populistes, qui rejettent généralement le projet européen. L'*AfD* n'a pas pour objectif la suppression de l'UE.

Sa position sur l'Europe correspond plutôt à un euroscepticisme modéré, désireux en principe de conserver les institutions de l'UE, mais fixant des préférences nationales sur certaines questions essentielles. Cette forme d'euroscepticisme est caractérisée par deux éléments : d'une part, elle plaide pour davantage de subsidiarité, considérant que les décisions politiques, notamment sur les questions économiques, doivent être retirées des institutions supranationales et rendues à la compétence des Etats. Sur ce point, l'*AfD* fait surtout référence aux compétences économiques de l'UE. Elle demande la dissolution de la zone monétaire de l'euro et opte pour la réintroduction des monnaies nationales ou la mise en place d'alliances monétaires de taille plus modeste. Globalement, l'*AfD* considère que « les politiques

économiques, sociales et financières doivent relever de la compétence des Etats membres ». Toutefois, il va de soi que l'UE, qui repose avant tout sur son intégration économique, serait de facto privée de pouvoir si l'on rognait ses compétences dans ces domaines. L'AfD souhaite en réalité une « alliance démocratique d'Etats de droit libres et souverains partageant un grand marché intérieur performant ». D'autre part, l'euro-scepticisme s'appuie sur une critique spécifique des classes politiques européennes et nationales. Tout comme le « mythe fondateur » de l'AfD renvoie aux plans de sauvetage de l'euro défendus par le gouvernement allemand, le parti fait peser sur les responsables politiques, en particulier ceux en charge des politiques économiques et financières, une responsabilité personnelle. Elle déplore que « les gouvernements de l'Eurogroupe [aient] occulté la vérité en la masquant derrière des commissaires européens, des règles bureaucratiques et des sigles abscons » et – en se rapprochant sur ce point des partis populistes de droite – brosse le tableau d'élites politiques irresponsables et ne se souciant que d'elles-mêmes, qui se seraient éloignées de la « volonté du peuple », dont l'AfD se présente à l'occasion comme le seul « véritable » représentant. C'est ainsi que la critique des processus décisionnels et des compétences prétendument centralistes de l'UE se retrouve associée à la diabolisation de « ceux d'en haut ».

Sur l'axe des valeurs, l'AfD se place dans le camp conservateur. Elle s'oppose surtout à une immigration « incontrôlée » et « non qualifiée ». Elle plaide ainsi pour le renvoi immédiat dans leur pays d'origine des immigrants délinquants, et veut réserver le versement des allocations familiales et d'autres prestations sociales aux seuls enfants d'immigrants qui vivent en Allemagne. D'une manière générale, elle veut que le versement des prestations sociales soit réservé aux immigrants ayant déjà cotisé aux régimes de protection sociale. Ce faisant, l'AfD reprend dans son programme pour les élections européennes des thèmes similaires à ceux défendus par les partis populistes de droite d'Europe occidentale. Toutefois, il lui manque presque totalement les composantes d'une idéologie raciste. De même, les formes de rejet xénophobe des autres cultures, essentiellement tourné chez les partis populistes contre les musulmans, n'apparaissent pas chez l'AfD, en tout cas pas dans le discours officiel. Son attitude restrictive s'appuie davantage sur le rapport

coûts-bénéfice de l'immigration. Pour autant, dès l'émergence du nouveau parti, certaines critiques se sont manifestées pour accuser l'AfD de puiser dans les thèmes de l'extrême-droite. Cette impression est encore confortée par les récentes tentatives des chrétiens radicaux d'imposer leur ligne au sein du parti, refusant ouvertement toute politique libérale vis-à-vis des musulmans et des homosexuels. On ne sait pas encore quelle tournure prendra cette évolution programmatique.

Dans son programme et dans la vision qu'elle donne d'elle-même, l'AfD peut être classée comme un parti conservateur sur les valeurs et libéral au plan économique. En cherchant avant tout à identifier des « coupables » qui seraient responsables de la crise économique et du manque de légitimité démocratique des institutions de l'UE, l'AfD revêt des traits clairement populistes. C'est notamment le cas lorsque le parti s'affiche comme le seul détenteur de la « vérité » face à une classe politique établie, prétendument incapable et ne pensant qu'à elle-même, ou lorsqu'il met en garde contre de prétendus abandons de souveraineté au profit d'un « Etat centralisé européen ». Sur les questions sociales, l'AfD a également recours aux vieux poncifs chauvinistes en proposant de réserver les prestations sociales aux seuls citoyens allemands, et en souhaitant n'autoriser l'immigration que pour la seule main d'œuvre qualifiée.

### **Evolution après les élections européennes**

Avant les élections européennes s'est ouverte une discussion sur le groupe parlementaire que rejoindraient les élus de l'AfD au Parlement européen. Le problème fondamental des partis eurosceptiques et des partis populistes ou d'extrême droite réside dans leur division à l'échelon parlementaire, en dépit des similitudes de leurs programmes respectifs. Leurs tentatives de coopération observées par le passé ont toutes fini par échouer. L'une des difficultés principales tient au fait que les porte-paroles de la plupart de ces partis en sont souvent les représentants les plus radicaux. Les partis les plus modérés craignent ainsi de se retrouver marginalisés aux côtés de l'extrême-droite et stigmatisés dans leurs médias nationaux respectifs.

Avant les élections, le président du PVV néerlandais, Geert Wilders, et la présidente du

Front National, Marine Le Pen, avaient annoncé leur intention de constituer un groupe parlementaire commun. L'AfD n'était pas le seul parti à rejeter une telle initiative. Même les Démocrates Suédois et les Vrais Finlandais, tous deux nettement plus radicaux que l'AfD, n'avaient pas manifesté le désir de faire cause commune avec le PVV et le FN.

Après les élections européennes, Geert Wilders et Marine Le Pen ont tout de même tenté de franchir l'obstacle relativement important prévu par le Parlement européen : pour y constituer un groupe politique, il faut réunir au moins 25 députés, provenant d'au moins 7 pays de l'Union. Le projet a échoué fin juin. En dehors du PVV et du FN, seuls les Autrichiens du FPÖ, les Italiens de la Ligue du Nord et les Belges du Vlaams Belang étaient disposés à coopérer. C'est ainsi qu'aujourd'hui encore, le paysage des partis populistes de droite au Parlement européen reste fragmenté.

Presque au même moment se constituaient deux autres groupes eurosceptiques ou conservateurs. D'une part, Nigel Farage, le président du UKIP (United Kingdom Independence Party) parvenait, avec les populistes des Démocrates Suédois et du Mouvement 5 Étoiles italien, à fédérer également les partis nationaux et paysans d'Europe centrale, et à reconstituer ainsi le groupe « Europe de la liberté et de la démocratie directe » (EFDD). L'AfD a finalement rejoint le groupe sans doute le plus modéré de la droite conservatrice européenne : à la mi-juin, elle est entrée au groupe « Conservateurs et Réformistes européens » (ECR), dont font également partie les Conservateurs britanniques. La suite est émaillée d'incidents. Si, jusqu'à présent, les présidents et vice-présidents des commissions étaient désignés par acclamation, en fonction de la taille respective des groupes parlementaires au sein du Parlement européen, une majorité de membres de la commission des affaires économiques et monétaires et de la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres ont exigé un vote à bulletin secret. C'est ainsi que Bernd Lucke n'a pas obtenu la vice-présidence de la première, ni Beatrix von Storch la vice-présidence de la seconde. Seul Hans-Olaf Henkel a emporté pour l'AfD une vice-présidence de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie.

Dès cette première phase de travaux du Parlement européen, il semble qu'une sorte de « grande coalition » se fasse jour entre les

chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, pour tenter d'empêcher les partis eurosceptiques d'accéder à certaines fonctions. Ainsi se poursuit au sein du Parlement européen une stratégie déjà observée en de multiples occasions à l'échelon national : la stigmatisation des populistes et des eurosceptiques par les partis modérés établis.

### Structure et organisation du parti

Le bureau fédéral de l'AfD est constitué de trois postes de porte-parole, placés sur un pied d'égalité au plan formel, et actuellement occupés par Konrad Adam, Bernd Lucke et Frauke Petry. Konrad Adam est un journaliste, qui a notamment écrit pour la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Die Welt*. Frauke Petry, née en 1975, est titulaire d'un doctorat de chimie, chef d'entreprise, et l'une des rares femmes à la tête du parti à l'échelon fédéral. Ce mode d'organisation a été un temps remis en question. L'initiative de Bernd Lucke, qui souhaitait alléger la structure en faisant élire un président doté de vastes pouvoirs formels, n'a pas réussi à emporter l'adhésion de la base du parti.

Même si Bernd Lucke, professeur d'économie spécialiste de la croissance et de la conjoncture à l'Université de Hambourg, est un pilier central de la communication publique du parti, il n'en est pas la seule personnalité visible. D'autres acteurs montent également à la tribune. C'est notamment le cas du journaliste Alexander Gauland, de l'économiste Joachim Starbatty ou de la juriste et lobbyiste Beatrix von Storch. On trouve également un « nouveau » visage en la personne d'Hans-Olaf Henkel, l'ancien président du BDI, la fédération patronale de l'industrie allemande, qui a pris officiellement ses fonctions de représentant du parti peu avant les élections européennes. Il était placé en deuxième place sur la liste des candidats de l'AfD, derrière Bernd Lucke. Lucke, Henkel et Beatrix von Storch, désormais élus au Parlement européen, pourraient bénéficier d'une couverture médiatique encore plus forte.

En outre, le parti s'offre une particularité dans son organisation, puisqu'il a adjoint au bureau fédéral un comité consultatif scientifique, composé actuellement de cinq professeurs d'économie, et présidé par l'économiste Joachim Starbatty, professeur émérite de l'Université de Tübingen.

Tableau : Nombre d'adhérents des principaux partis politiques allemands, 2012/2013

<i>SPD</i>	477.037
<i>CDU</i>	476.347
<i>CSU</i>	147.965
<i>Linke</i>	63.761
<i>Grüne</i>	59.653
<i>FDP</i>	58.675
<i>Piraten</i>	28.950
<i>AfD</i>	17.522
<i>NPD</i>	env. 6.000
<i>Die Republikaner</i>	env. 5.800
<i>Bürgerbewegung pro Deutschland</i>	env. 725

Sources : pour les partis représentés au Bundestag :

Oskar Niedermayer : Parteimitglieder in Deutschland : Version 2013. Arbeitshefte aus dem Otto-Stammer-Zentrum, N° 20, Berlin 2013 ; pour les partis *AfD*, *Piraten*, *Republikaner*, *Bürgerbewegung pro Deutschland*: déclarations des partis, consultables à l'adresse <http://www.bpb.de/politik/wahlen/wer-steht-zur-wahl/bundestag-2013/> ; Pour le *NPD* : Eckhard Jesse : Nationaldemokratische Partei Deutschlands, in : Frank Decker/Viola Neu (éd.) : Handbuch der deutschen Parteien, 2. édition, Wiesbaden 2013, pp. 335-344.

Si l'on classe l'*AfD* au plan idéologique dans le camp des conservateurs ou de la droite, elle s'y place en deuxième position par le nombre de ses adhérents – bien que de très loin – derrière l'union des démocrates chrétiens de la *CDU* et de la *CSU*. L'*AfD* est en outre parvenue à constituer en peu de temps des fédérations régionales dans tous les *Länder* et des fédérations locales dans de nombreux districts. Lors des élections législatives de 2013, contrairement à d'autres petits partis de droite, tels que les *Republikaner* (Républicains) et la *Bürgerbewegung pro Deutschland* (Mouvement citoyen pour l'Allemagne), l'*AfD* a réussi à présenter des listes dans chacun des *Länder*.

Le parti entretient l'image d'un mouvement doté d'une forte culture démocratique interne, caractéristique qu'il illustre par le biais de ses pratiques organisationnelles. Son programme pour les élections européennes de 2014 a été soumis au vote des militants. Selon les indications fournies par l'*AfD*, 5154 des 17522 membres inscrits ont pris part au vote. Il s'agissait notamment de valider certains passages particuliers du programme, pour lesquels les adhérents avaient parfois à choisir entre deux versions du texte. En cela aussi, l'*AfD* se démarque des partis établis, en

s'appuyant sur un mode de fonctionnement différent.

L'*AfD* est un parti encore tout jeune, une plateforme sur laquelle se projettent des conceptions diverses de la politique, et au milieu de l'année 2014, elle constitue encore un creuset dans lequel se retrouvent des adhérents aux visions idéologiques très différentes, et parfois même contradictoires. Peu après les élections européennes, on avait ainsi appris que les adhérents de tendance libérale envisageaient de quitter massivement le parti ; c'est un signe parmi d'autres du risque de scission énorme auquel est exposé l'*AfD*, dont les militants sont issus de familles politiques allant du centre droit jusqu'à la droite dure.

Bien que le parti prenne régulièrement ses distances avec toute forme d'extrémisme, il se trouve confronté au dilemme classique que connaît tout parti ayant émergé un jour à la droite des grands partis du centre droit. Si le rassemblement de courants différents lui est essentiel pour espérer remporter des victoires électorales, leur coexistence au sein d'une même organisation constitue en même temps un énorme potentiel de conflits qui pourrait à moyen terme poser des problèmes au centre stratégique de l'*AfD*.

## Électeurs et sympathisants

Comme cela avait déjà été le cas lors des élections législatives de 2013, l'électorat de l'*AfD* aux élections européennes de 2014 est issu de tous les camps politiques. On trouve loin devant les déçus de la *CDU/CSU*, suivis par des électeurs traditionnels du *SPD*, de *Die Linke*, du parti libéral *FDP*, et – dans une infime mesure – des Verts. Lors des législatives de 2013, c'est surtout dans les électorsats du *FDP* et de *Die Linke* que l'*AfD* avait toutefois puisé le plus de voix.

Lors de ces législatives, le parti avait recueilli davantage de votes masculins que de votes féminins. Il avait obtenu des scores particulièrement élevés dans certaines régions de l'Est de l'Allemagne, ce qui n'est guère surprenant eu égard aux difficultés socio-culturelles que connaissent ces régions, et au peu d'attachement qu'on y observe à l'égard des partis politiques en général. Si l'on regarde les appartenances politiques d'origine de son électorat, il n'est pas simple de classer l'*AfD* clairement à droite, notamment parce que les critiques à l'égard de l'UE et de la zone euro sont populaires au-delà des frontières partisanses.

Avant les élections législatives, des chercheurs des Universités d'Amsterdam, de Bamberg, et de l'Université de la Bundeswehr à Hambourg ont mené une étude intitulée *Bundeswahlkompass*, qui analysait notamment les positions des sympathisants de différents partis. Cette étude révèle que les sympathisants de l'*AfD* se placent eux-mêmes plutôt au centre de l'échiquier politique – un peu comme les partisans de la *CDU/CSU* ou du *FDP*. Les différences de positionnement selon les thèmes évoqués n'en apparaissent que plus nettement : comparés aux électeurs attirés par les autres partis, les sympathisants de l'*AfD* sont très largement d'accord avec l'idée que l'Islam « n'est pas compatible avec les valeurs fondatrices de la République Fédérale d'Allemagne ». De la même façon, ce sont ses sympathisants qui rejettent le plus nettement l'idée selon laquelle il faudrait simplifier le droit de séjour des demandeurs d'asile. De même, plus que les partisans d'autres partis politiques, ils sont favorables à ce que le droit à l'adoption soit réservé aux couples hétérosexuels. Leur rejet de l'euro est, lui aussi, relativement marqué : près de 40% des sympathisants de l'*AfD* sont favorables à la réintroduction du D-Mark; Ils sont toutefois nettement moins nombreux

(environ 30%) à considérer que l'Allemagne devrait quitter l'Union européenne.

## Conclusion

Grâce à son succès aux élections européennes de 2014, l'*AfD* a pu s'ancrer plus fermement dans le paysage politique allemand. Elle avait déjà connu un succès d'estime lors des élections législatives mais disposera désormais, avec son entrée au Parlement européen, de ressources et d'une tribune médiatique durables, et prendra des initiatives politiques. Pour autant, le score relativement élevé réalisé lors des européennes ne doit pas faire oublier qu'en chiffres absolus, le parti a obtenu en 2014 un nombre de voix presque identique à celui réalisé en 2013. Il est donc aujourd'hui impossible d'affirmer que l'*AfD* réussira, dans l'avenir, à accroître ses résultats électoraux en pourcentage de voix.

Au regard de ses thèmes de prédilection, de son mode d'organisation et de son électorat, mais aussi de ses conflits internes, l'*AfD* peut être considérée comme un parti en devenir se situant, au plan économique, dans le camp libéral, et au plan des valeurs, dans le camp conservateur. Populiste dans son attitude de rejet de la classe politique, l'*AfD* réunit divers courants libéraux et de droite. Néanmoins, il serait prématuré de la classer comme un parti populiste de droite. Du côté de la demande, le constat s'impose: l'*AfD* occupe une fonction de substitution. Dans la mesure où, pour des raisons diverses, ses concurrents populistes n'ont toujours pas réussi de percées électorales en Allemagne, il n'est pas surprenant que l'*AfD*, après avoir réussi un démarrage en fanfare, devienne, qu'elle le veuille ou non, le réceptacle de diverses forces de la droite.

Compte tenu de la crise financière européenne, qui reste largement irrésolue, du positionnement fondamentalement pro-européen des autres partis (exception faite d'une partie de *Die Linke*) et de la persistance du déficit démocratique de l'Union européenne, l'avenir proche de l'*AfD* semble assuré. Ses sujets de campagne ne risquent pas de disparaître de sitôt. En revanche, les tensions à l'intérieur du parti sont telles que sa réussite à long terme est loin d'être acquise.

---

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas la position de la FES

Responsable de la publication :  
Stefan Dehnert, directeur du bureau parisien de la FES

Autres articles de la FES Paris à télécharger sur le site <http://www.fesparis.org/publications.php>

**Analyses et documents, juillet 2014**

**[Espagne: le PSOE après les élections européennes](#)**

Michael Ehrke et Carlos Iribarren, FES Madrid

**Analyses et documents**

**[Le Front National - une droite radicale française?](#)**

Jean-Yves Camus

**Analyses et documents, novembre 2013**

**[Le roi est nu.](#)**

**[Seule une décôte de la dette permettra de résoudre la crise](#)**

Daniel Stelter